



Oral presentation

Submission from the Canadian Association of Physicians for the Environment

In the Matter of the

Canadian Nuclear Laboratories

Application for the renewal of the Nuclear
Research and Test Establishment Operating
Licence for the Chalk River Laboratories

Commission Public Hearing

January 23-25, 2018

Exposé oral

Mémoire de l'Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement

À l'égard des

Les Laboratoires Nucléaires Canadiens

Demande de renouvellement du permis
d'exploitation d'établissement de recherche
et d'essais nucléaires pour les Laboratoires
de Chalk River

Audience publique de la Commission

23-25 janvier 2018



Montréal, le 06 décembre 2017

À : La Commission Canadienne de Sureté Nucléaire.

De : L'Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement

Objet : Renouvellement du permis des Laboratoires Chalk River en 2018

Mesdames et messieurs les Commissaires,

Nous vous avisons par la présente que nous désirons faire une intervention lors des audiences des 24-25 janvier 2018 à propos du sujet en titre.

L'Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement est une association de médecins qui oeuvrent dans les domaines de la santé et de l'environnement. Nous prenons position lorsque nous estimons que certains projets posent des problématiques, ou des enjeux importants de santé publique et des risques significatifs pour l'environnement. Nous avons donc pris position récemment contre le projet de dépotoir de déchets nucléaires de la compagnie LNC à Chalk River en Ontario.

Nous avons appris avec grand étonnement que les Laboratoires Chalk River demandent maintenant un renouvellement de leur permis pour une période de 10 ans. Beaucoup d'éléments sont très inquiétants dans ce dossier, ce dont nous vous faisons part dans cette lettre.

Tout d'abord, le fait qu'on veuille accorder un permis à un consortium de multinationales, dont deux viennent du Royaume Uni, deux des Etats-Unis et une du Canada, et non à une entité canadienne distincte de ces compagnies privées, comme Énergie Atomique du Canada Limitée (ÉACL), est inhabituel. Car c'est bien ÉACL qui devrait normalement gérer et superviser les travaux d'un tel consortium. Nous savons cependant que l'organisme n'est probablement plus en mesure de faire ce travail adéquatement, vu sa lente désintégration. En effet, au cours des dernières années, ÉACL est passé de plus de 2500 employés à une quarantaine. Il n'y a donc plus les ressources ni l'expertise nécessaire pour évaluer les risques associés aux nombreuses installations nucléaires canadiennes. Faut-il le rappeler? À ÉACL, il y existe actuellement un très sérieux problème de rétention de personnel et de gouvernance. Tout ceci est fort inquiétant.

De plus, nous sommes très inquiets que la Commission Canadienne de Sûreté Nucléaire s'apprête à renouveler un permis à un consortium en encadrant celui-ci de façon nettement moins serrée qu'auparavant. En effet, à la lecture de la section "*Proposed Licence Change*", il est assez incroyable de voir qu'il n'y a pratiquement aucune information fournie à propos des nombreux changements que l'on se propose de faire par rapport à la version antérieure, qui n'est plus disponible sur le site

de la CCSN. Les contraintes et la supervision d'un organisme externe y seront certainement plus difficiles à appliquer. Il y manque les éléments et la transparence nécessaire afin que les citoyens et citoyennes et les divers groupes intéressés puissent analyser correctement la proposition.

Nous avons vu lors de la première mouture du projet de dépotoir de Chalk River, présentée par les Laboratoires Nucléaires Canadiens (LNC) que les priorités de la compagnie étaient essentiellement les questions de coûts et de rapidité de construction. Ceci, malheureusement au détriment des questions du respect de l'environnement, des droits des populations autochtones et riveraines, et de la santé publique. Comme médecins, tout ceci nous préoccupe grandement. Il y a un risque sérieux d'atteinte à la santé globale des populations, car les impacts seront à la fois biologiques, psychologiques et sociaux. Faut-il souligner à nouveau que le projet actuel n'a aucune acceptabilité sociale? Nous avons donc pu assister, avec raison, à une levée de boucliers de la part de la société civile, d'institutions diverses, et de plusieurs organismes sans but lucratif. Ceci doit nous inciter à la plus grande prudence et en conséquence il nous semble tout à fait inapproprié d'accorder un tel permis à ce consortium.

Nous sommes aussi inquiets pour plusieurs raisons : Nous nous apprêtons maintenant à renouveler un permis pour 10 ans à des compagnies qui n'ont pas fait la preuve que leurs projets étaient recevables, bien loin de là. Selon nous ce permis devrait être accordé pour 1 ou 2 ans au maximum, et être assujéti à des contraintes très strictes. Absolument rien ne justifie de donner un permis 10 ans.

Rappelons qu'il demeure des problèmes de fond dans le projet de dépotoir des LNC qui n'ont toujours pas de réponse adéquate : Qu'adviendra t'il des déchets nucléaires de radioactivité intermédiaire qui resteront sur le site? Pourquoi maintenir le projet de construire un tel dépotoir près de la rivière des Outaouais à une centaine de Km de Ottawa? Le projet initial avait de sérieuses failles. Est-ce que LNC va oser proposer un projet aussi bâclé que le premier? Il faudra être très vigilant et analyser de près les projets futurs de cette compagnie.

Pour toutes ces raisons, il nous semble totalement inapproprié de concéder un permis à ce consortium, à fortiori pour 10 ans. Une entité distincte comme ÉACL, devrait avoir un tel renouvellement de permis, pour une période maximale de 2 ans, à condition évidemment d'y avoir le personnel suffisant et compétent pour superviser les activités des Laboratoires Chalk River, ce qui n'est pas le cas actuellement. Avant de penser à accorder un permis à EACL, il faudra donc y ajouter le personnel compétent requis.

Merci de l'attention que vous porterez à cette lettre,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Eric Notebaert', on a light blue background.

Dr Éric Notebaert MD MSc
VP, Association Canadienne des Médecins pour l'Environnement.
Professeur Agrégé, Faculté de Médecine, Université de Montréal